Rapport de synthèse

“Nouveaux programmes européens 2021-2027”

23 juin - 14 juillet 2020

Cap Collectif

SOMMAIRE

Stratégie PO FEDER-FSE régional **2**
Données liées à la participation 3
Résultats généraux 3
Enseignements transversaux 8

Stratégie PO Interreg Océan Indien **13**
Données liées à la participation 14
Résultats généraux 14
Enseignements transversaux 18
Résultats distingués par zone géographique 20
Résidents de La Réunion 20
Autres 32

Stratégie PO FEDER-FSE régional

DONNÉES LIÉES À LA PARTICIPATION

Le questionnaire Stratégie PO FEDER-FSE régional était constitué de **54** questions dont :

- **36** questions fermées cumulant **2 091** réponses
- **18** questions ouvertes cumulant **151** réponses

La réponse au questionnaire était conditionnée par l'acceptation à la question "*Souhaitez-vous répondre au questionnaire Stratégie PO FEDER-FSE régional ?*". **62** participants ont souhaité y répondre, soit **86,1%** de l'ensemble des participants.

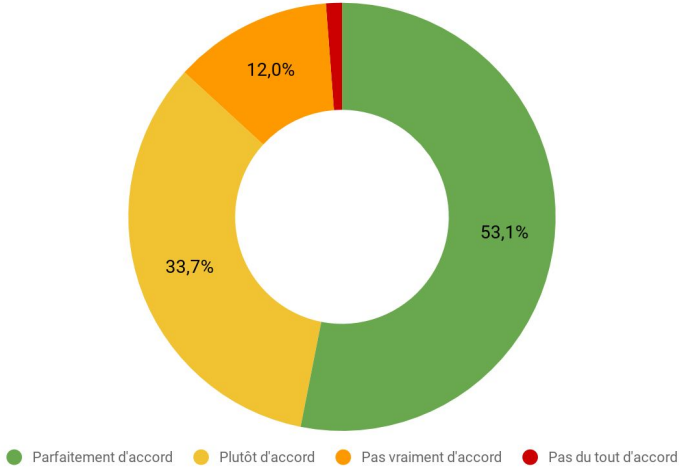
Pour les questions fermées, le nombre moyen de réponses est de **58,1** réponses par question, soit **93,7%** du nombre maximal de répondants.
Pour les questions ouvertes, le nombre moyen de réponses est de **8,4** réponses par question, soit **13,5%** du nombre maximal de répondants.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX - *Questions fermées*

Ensemble du questionnaire

Les répondants sont très majoritairement d'accord avec les constats proposés. Ainsi, pour l'ensemble des questions fermées :

- **53,1%** des répondants sont "**Parfaitement d'accord**" avec les constats
- **33,7%** des répondants sont "**Plutôt d'accord**" avec les constats
- **12%** des répondants sont "**Pas vraiment d'accord**" avec les constats
- **1,2%** des répondants sont "**Pas du tout d'accord**" avec les constats



86,8% des répondants sont donc d'accord avec les constats proposés (cumul des réponses "Parfaitement d'accord" et "Plutôt d'accord").

Par thématique

À l'échelle de chacune des thématiques, les résultats sont les suivants :

	Parfaitement d'accord	Plutôt d'accord	Pas vraiment d'accord	Pas du tout d'accord
Recherche et innovation	41,5%	43,9%	13,7%	0,8%
	85,4%		**14,5%**	
Développement économique	44,2%	44,6%	9,5%	1,7%
	88,8%		**11,2%**	

Transition énergétique	71,9%	25,1%	2,1%	0,9%
	97%		**3%**	
Gestion durable des ressources	44,3%	32,1%	19,8%	2,9%
	76,4%		**22,7%**	
Biodiversité et prévention au changement climatique	59,8%	27,8%	12%	0,4%
	87,6%		**12,4%**	
Transport	76,6%	18,7%	4,7%	0
	95,3%		**4,7%**	
Développement numérique	47,2%	34,9%	16,6%	1,3%
	82,1%		**17,9%**	
Emploi et formation	60,3%	26,5%	11,1%	2,1%
	86,8%		**13,3%**	
Inclusion sociale	45,4%	41%	12,2%	1,3%
	86,4%		**13,5%**	

Les thématiques “Transition énergétique” et “Transport” sont celles ayant atteint le plus haut niveau de consensus, avec plus de 95% de réponses positives, et plus de 70% de réponses “Parfaitement d’accord”.

Les thématiques “Gestion durable des ressources” et “Développement numérique” sont celles cumulant le plus de réponses négatives, avec 22,7% et 17,9% respectivement.

Le nombre de réponses négatives (cumul du nombre de réponses pour “Pas vraiment d’accord” et “Pas du tout d’accord” restent toutefois mineur. Ainsi, le nombre de réponses “Pas du tout d’accord” n’excède jamais les 2,9% pour une même thématique.

Par constat

*Top 3 des constats ayant récolté le plus de réponses “**Parfaitement d’accord**”*

1. **Constat n°39 :** « Le réseau routier réunionnais est saturé. » - Transport (91,4%)
2. **Constat n°51 :** « Le taux de chômage de la Réunion reste particulièrement élevé notamment pour les jeunes. » - Emploi et formation (89,7%)
3. **Constat n°33 :** « La richesse de la biodiversité réunionnaise est une richesse pour l’île. » - Biodiversité et prévention au changement climatique (82%)

*Top 3 des constats ayant récolté le plus de réponses “**Plutôt d’accord**”*

1. Ex-aequo (55,7%) :
    a. **Constat n°9 :** « Les entreprises réunionnaises sont souvent de taille réduite et peu tournées vers l’innovation. » - Recherche et innovation
    b. **Constat n°10 :** « Les entreprises réunionnaises sont très dépendantes des aides publiques pour financer leurs efforts d’innovation. » - Recherche et innovation
2. **Constat n°60 :** « Il existe de nouvelles politiques publiques d’inclusion sociale qui peuvent présenter des opportunités. » - Inclusion sociale (53,9%)

*Top 3 des constats ayant récolté le plus de réponses “**Pas vraiment d’accord**”*

1. **Constat n°28 :** « Il existe de nombreux projets soutenus ou développés par les pouvoirs public sur la thématique des déchets. » - Gestion des ressources (48,3%)
2. **Constat n°35 :** « Il existe déjà à La Réunion des dispositifs de prévention des risques climatiques éprouvés. » - Biodiversité et prévention au changement climatique (40,4%)

3. **Constat n°45 :** « La Réunion a réussi à rattraper les standards européens en termes de couverture numérique du territoire » - Développement numérique (34,5%)

*Top 3 des constats ayant récolté le plus de réponses "**Pas du tout d'accord**"*

1. **Constat n°28 :** « Il existe de nombreux projets soutenus ou développés par les pouvoirs public sur la thématique des déchets. » - Gestion des ressources (8,6%)
2. **Constat n°54 :** « Le marché de l'emploi local ne permet pas de répondre à la demande et il convient de l'élargir, par exemple, en favorisant la mobilité de formation et pour l'emploi. » - Emploi et formation (5,2%)
3. **Constat n°18 :** « Il faut renforcer les aides sous formes de prêts à taux préférentiels, de garanties bancaires, de prise de participation etc. (aides dites d'« ingéniérie financière »). » - Développement économique (5,1%)

*Top 3 des constats ayant récolté le plus de réponses **positives***

1. Ex-aequo (100%) :
    a. **Constat n°34 :** « Cette biodiversité est exposée à des risques et des aléas et il convient de la préserver. » - Biodiversité et prévention au changement climatique
    b. **Constat n°39 :** « Le réseau routier réunionnais est saturé. » - Transport
2. Ex-aequo (98,3%) :
    a. **Constat n°22 :** « La Réunion possède de nombreuses spécificités favorables au développement des énergies renouvelables. » - Transition énergétique
    b. **Constat n°33 :** « La richesse de la biodiversité réunionnaise est une richesse pour l'île. » - Biodiversité et prévention au changement climatique
    c. **Constat n°51 :** « Le taux de chômage de la Réunion reste particulièrement élevé notamment pour les jeunes. » - Emploi et formation

*Top 3 des constats ayant récolté le plus de réponses **négatives***

1. **Constat n°28 :** « Il existe de nombreux projets soutenus ou développés par les pouvoirs public sur la thématique des déchets. » - Gestion des ressources (56,9%)
2. **Constat n°35 :** « Il existe déjà à La Réunion des dispositifs de prévention des risques climatiques éprouvés. » - Biodiversité et prévention au changement climatique (42,2%)

3. **Constat n°45 :** « La Réunion a réussi à rattraper les standards européens en termes de couverture numérique du territoire » - Développement numérique (36,2%)

ENSEIGNEMENTS TRANSVERSAUX

Ces principaux enseignements ont été tirés de l'analyse des réponses aux questions ouvertes et fermées. Ils s'ajoutent aux enseignements tirés de l'analyse pure des résultats bruts.

Ils nous ont paru saillants du fait de :

- leur aspect consensuel ;
- leur transversalité tout au long des différentes questions ;
- des possibilités d'approfondissement qu'ils revêtent.

Comme tout travail "humain" qui peut nécessiter parfois une interprétation de ce que d'autres "humains" ont pu exprimer, cette synthèse peut être critiquée. Les données brutes sont et resteront accessibles à toute personne qui souhaite se faire elle-même une opinion de ce que les participants ont exprimé.

Un changement de culture nécessaire sur les sujets écologiques

→ Alors que les atouts naturels et la biodiversité de l'île sont salués unanimement par les répondants, ceux-ci mettent en avant un besoin en information et sensibilisation aux questions écologiques, pour amorcer un "changement de culture" auprès de tous les habitants

- Contributions libres :
  - Transport :
    - *"Il faut questionner les Réunionnais sur leurs besoins et les efforts auxquels ils peuvent consentir"*

        - "*Stop à la motorisation, plus de transports publics ! Un changement de culture est essentiel*"
    - Transition énergétique :
        - "*Il est nécessaire de trouver une solution pour la fin de la voiture et un meilleur traitement des déchets. Nous devons nous attaquer aux infrastructures. Il faut un changement de culture*"
    - Gestion durable des ressources :
        - "*Il serait important de mettre en place des actions massives en termes d'incitation au tri dans les équipements publics (équipements sportifs, entreprises, écoles…) pour induire la culture par la pratique du tri*"

→ Ce besoin de "changement de culture" se concrétise le plus fréquemment par des demandes de formations ou campagnes de sensibilisation :

- Contributions libres :
    - Gestion durable des ressources :
        - "*Il faut mettre en place une campagne simple et impactante, pour sensibiliser les jeunes et les moins jeunes à l'impact des déchets sur l'environnement*"
        - Covid-19 : "*Mettre en place un campagne publicitaire sur les déchets souillés et l'impact sur la santé et l'environnement*"
    - Emploi et formation :
        - "*Des filières de formation sur l'innovation sociale ou des parcours de formation aux bénéfices d'un développement durable devraient être créées*"

Un recentrage à effectuer autour des besoins et spécificités du territoire réunionnais

→ Les répondants dénoncent le manque de connaissances sur les enjeux propres au territoire et l'application manquée de critères métropolitains obsolètes pour la Réunion :

- Plusieurs demandes d'enquêtes ou de diagnostics sur les spécificités de la Réunion sont faites tout au long du questionnaire (enquête sur les répercussions de l'ultra-trail, sur les familles monoparentales, sur la biodiversité, sur l'impact de la couverture numérique sur la faune et la flore, sur le marché de l'emploi et ses besoins…)
- Contributions libres :
    - Emploi et formation :

        - "*Les dispositifs de financement de la Région (chèque formation avec obligation d'embauche) sont totalement dépassés. Tous les centres de formation doivent désormais passer par l'appel d'offre, ce qui appauvrit les offres de formation et privilégie les grands centres. Il est nécessaire de favoriser et subventionner les petits centres de formation de proximité avec des offres de formation innovantes*"
        - "*Il manque des diagnostics régionaux, non pas au sens de l'INSEE, qui base souvent ses mesures sur des ratios métropolitains, mais un réel état des lieux des besoins, compétences locales et potentiels de développement des secteurs et filières dans plusieurs années*"
    - Transition énergétique :
        - "*Développer des normes spécifiques pour la construction locale des bâtiments d'habitation, d'activités tertiaires et d'activités industrielles*"
        - "*Développer des normes spécifiques adaptées aux spécificités locales et permettant le développement de produits nouveaux pour rendre les bâtiments 'basse consommation', notamment sur la production d'eau chaude et sur la climatisation*"

→ Confiants dans le potentiel de développement et d'innovation de leur territoire, mais également pour le tissage de liens internationaux, les répondants revendiquent toutefois une priorisation du territoire réunionnais :

- <u>Contributions libres</u> :
    - Emploi et formation :
        - "*Le marché de l'emploi ne peut pas trouver des réponses dans l'exportation de nos talents en Métropole ou à l'international. Les efforts doivent se concentrer sur le marché local et sur le développement des emplois en local.*"
        - "*Le taux de chômage reste élevé mais cette donnée est biaisée dans le sens où la jeunesse réunionnaise qualifiée est systématiquement encouragée à s'exporter. Les accompagnements ne sont pas les bons.*"
    - Recherche et innovation :
        - "*Je propose la culture de produits nécessaires à la consommation locale : nous avons des terres cultivables, mais nous ne profitons pas assez de leur exploitation pour fournir nos besoins en fruits et légumes. Nous importons trop (ail, oignon, riz, pommes de terre, etc.). Pourquoi ne pas pousser nos agriculteurs à en produire en plus grande quantité avec l'aide du FEDER ?"*
        - *"Financer les petites et moyennes entreprises dans la diversification de l'agriculture sans dépendance à un groupement ou lobby"*
        - *"Financer l'artisanat local et l'exportation de produits fabriqués à la Réunion"*
        - *"Accompagner la mutation de la filière canne vers le bio, sans mettre en cause cette filière qui permet le développement de l'économie et de l'écologie sur l'île"*
        - *Crise Covid-19 : "Accompagner la fabrication de matériel indispensable localement"*
    - Transition énergétique :

        - Covid-19 : "*Éduquer la population à la gestion de crise de façon adaptée aux habitudes de la population afin de donner un sens à la responsabilité individuelle, communautaire et collective*"
    - Développement économique :
        - 6 contributions sur 13 traitent du soutien prioritaire au tissu économique et social local

Une plus grande implication des pouvoirs publics

→ Les répondants dénoncent des pouvoirs publics parfois absents ou défaillants sur certains sujets :

- Le constat n°28 sur le traitement des déchets par les pouvoirs publics est celui ayant récolté le plus de réponses négatives
- Le constat n°35 sur les dispositifs de prévention des risques climatiques est le deuxième constat à avoir récolté le plus de réponses négatives
- Le constat n°45 sur la couverture numérique du territoire est le troisième constat à avoir récolté le plus de réponses négatives
- Les constats traitant d'actions mises en place ou dispositifs à mettre en place par les pouvoirs publics obtiennent globalement plus de réponses négatives que les autres
- <u>Contributions libres</u> :
    - Emploi et formation :
        - "*Les dispositifs de financement de la Région (chèque formation avec obligation d'embauche) sont totalement dépassés"*
        - *"Il manque une politique de coordination régionale croisée, transparente et accessible à tous"*
    - Gestion durable des ressources :
        - Covid-19 : "*Au lieu de faire des campagnes régulièrement sur les mesures contre la pollution, une verbalisation systématique serait mieux que des spots que personne ne regarde*"

→ Loin de rejeter les pouvoirs publics, les répondants demandent ainsi plus d'implication et d'accompagnement sous des formats plus accessibles :

- <u>Contributions libres</u> :
    - Recherche et innovation :
        - "*Généraliser l'accueil de porteurs de projets innovants sans être restreint aux guichets "classiques" (chambre des métiers, chambre de commerce …) pour proposer une méthodologie d'analyse de projets innovants, et aider les porteurs de projets innovants "validés" à construire leurs parcours*"

    - "*Il faut continuer à encourager la recherche et l'innovation par le biais de dispositifs d'aide pérennes et d'un accompagnement administratif individualisé des porteurs de projet innovant*"
- Transition énergétique :
    - Covid-19 : "*Éduquer la population à la gestion de crise de façon adaptée aux habitudes de la population afin de donner un sens à la responsabilité individuelle, communautaire et collective*"
- Développement économique :
    - "*Faciliter l'accès aux subventions*"
- Numérique :
    - "*Assurer un service de proximité aux populations 'en difficulté numérique'*"
    - "*Créer des points d'accès au numérique dans les quartiers isolés avec la présence d'un agent de médiation*"
- Inclusion sociale :
    - "*Mettre à la disposition des personnes défavorisées un écrivain public capable de mobiliser pour eux les aides existantes*"
    - "*Créer des services d'informations sur les soins qui iraient à la rencontre des gens au sein des quartiers*"

Stratégie PO Interreg Océan Indien

DONNÉES LIÉES À LA PARTICIPATION

Le questionnaire Stratégie PO Interreg Océan Indien était constitué de **11** questions dont :

- **10** questions fermées cumulant **565** réponses
- **1** question ouverte cumulant **13** réponses

La réponse au questionnaire était conditionnée par l'acceptation à la question "*Souhaitez-vous répondre au questionnaire Stratégie PO Interreg Océan Indien ?*". **60** participants ont souhaité y répondre, soit **83,3%** de l'ensemble des participants.

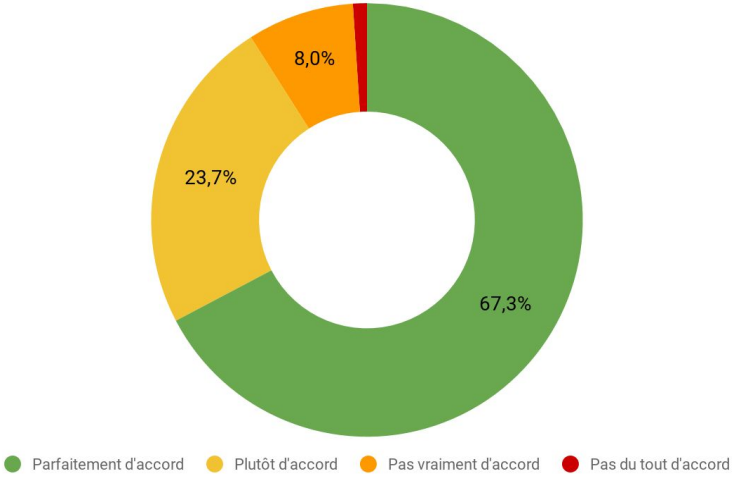
Pour les questions fermées, le nombre moyen de réponses est de **56,5** réponses par question, soit **94,2%** du nombre maximal de répondants.
Pour les questions ouvertes, le nombre moyen de réponses est de **13** réponses par question, soit **21,7%** du nombre maximal de répondants.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX - *Questions fermées*

Ensemble du questionnaire

Les répondants sont très majoritairement d'accord avec les constats proposés. Ainsi, pour l'ensemble des questions fermées :

- **67,3%** des répondants sont "**Parfaitement d'accord**" avec les constats
- **23,7%** des répondants sont "**Plutôt d'accord**" avec les constats
- **8%** des répondants sont "**Pas vraiment d'accord**" avec les constats
- **1%** des répondants sont "**Pas du tout d'accord**" avec les constats



91% des répondants sont donc d'accord avec les constats proposés (cumul des réponses "Parfaitement d'accord" et "Plutôt d'accord").

Par thématique

À l'échelle de chacune des thématiques, les résultats sont les suivants :

	Parfaitement d'accord	Plutôt d'accord	Pas vraiment d'accord	Pas du tout d'accord
Recherche et innovation	69,3%	25,4%	5,3%	0
	94,7%		**5,3%**	
Développement économique	59,6%	21,9%	15,8%	2,6%
	81,5%		**18,4%**	

Environnement	71,1%	22,5%	4,6%	1,7%
	93,6%		**6,3%**	
Santé	64,9%	22,8%	12,3%	0
	87,7%		**12,3%**	
Formation	71,9%	19,3%	8,8%	0
	91,2%		**8,8%**	
Culture	64,9%	31,6%	3,5%	0
	96,5%		**3,5%**	

Les thématiques “Culture” et “Recherche et innovation” sont celles ayant atteint le plus haut niveau de consensus, avec plus de 94% de réponses positives.

Les thématiques “Développement économique” et “Santé” sont celles cumulant le plus de réponses négatives, avec 18,4% et 12,3% respectivement. Le nombre de réponses négatives (cumul du nombre de réponses pour “Pas vraiment d’accord” et “Pas du tout d’accord” restent toutefois mineur. Ainsi, le nombre de réponses “Pas du tout d’accord” n’excède jamais les 2,6% pour une même thématique, et est à 0 pour 4 thématiques sur 6.

Par enjeu

*Top 3 des enjeux ayant récolté le plus de réponses “**Parfaitement d’accord**”*

1. Ex-aequo (75%) :
    a. **Enjeu n°2 :** Recherche et innovation
    b. **Enjeu n°6 :** Environnement

2. Ex-aequo (71,9%) :
    a. **Enjeu n°5 :** Environnement
    b. **Enjeu n°9 :** Formation

*Top 3 des enjeux ayant récolté le plus de réponses "**Plutôt d'accord**"*

1. **Enjeu n°1 :** Recherche et innovation (32,1%)
2. **Enjeu n°10 :** Culture (31,6%)
3. **Enjeu n°5 :** Environnement (26,3%)

*Top 3 des enjeux ayant récolté le plus de réponses "**Pas vraiment d'accord**"*

1. **Enjeu n°4 :** Développement économique (21,4%)
2. **Enjeu n°8 :** Santé (12,3%)
3. **Enjeu n°3 :** Développement économique (10,7%)

*Top 3 des enjeux ayant récolté le plus de réponses "**Pas du tout d'accord**"*

1. **Enjeu n°4 :** Développement économique (3,6%)
2. **Enjeu n°7 :** Environnement (3,5%)
3. Ex-aequo (1,8%) :
    a. **Enjeu n°3 :** Développement économique
    b. **Enjeu n°6 :** Environnement

*Top 3 des enjeux ayant récolté le plus de réponses **positives***

1. **Enjeu n°5 :** Environnement (98,2%)
2. **Enjeu n°10 :** Culture (96,5%)
3. Ex-aequo (94,6%) :
    a. **Enjeu n°1 :** Recherche et innovation
    b. **Enjeu n°2 :** Recherche et innovation

*Top 3 des enjeux ayant récolté le plus de réponses **négatives***

1. **Enjeu n°4 :** Développement économique (25%)
2. **Enjeu n°3 :** Développement économique (12,5)
3. Ex-aequo (12,3%) :
    a. **Enjeu n°7 :** Environnement
    b. **Enjeu n°8 :** Santé

ENSEIGNEMENTS TRANSVERSAUX

Ces principaux enseignements ont été tirés de l'analyse des réponses aux questions ouvertes et fermées. Ils s'ajoutent aux enseignements tirés de l'analyse pure des résultats bruts.

Ils nous ont paru saillants du fait de :

- leur aspect consensuel ;
- leur transversalité tout au long des différentes questions ;
- des possibilités d'approfondissement qu'ils revêtent.

Comme tout travail "humain" qui peut nécessiter parfois une interprétation de ce que d'autres "humains" ont pu exprimer, cette synthèse peut être critiquée. Les données brutes sont et resteront accessibles à toute personne qui souhaite se faire elle-même une opinion de ce que les participants ont exprimé.

Pas de coopération aux détriments de l'écologie

→ Les répondants affichent leur soutien aux problématiques écologiques :

- L'enjeu n°5 sur le besoin de prendre en compte ces problématiques dans toutes les actions de coopération récolte le plus de réponses positives

→ Dans cette perspective, le tourisme, et notamment, le tourisme de masse apparaît comme un potentiel danger :

- L'enjeu n°4 proposant de développer la filière touristique récolte le plus de réponses négatives
- Contributions libres :
    - "*Non au tourisme de masse : le développement durable doit être une priorité !*"

Pas de coopération aux détriments du territoire réunionnais

→ Les répondants marquent leur attachement à la culture commune indianocéanique :

- L'enjeu n°10 sur le besoin d'améliorer la connaissance mutuelle et la mise en lumière des patrimoines est le deuxième enjeu à avoir récolté le plus de réponses positives
- Contributions libres :
    - "*Il existe un domaine à explorer en commun : celui d'un tourisme lié à la valorisation du patrimoine culturel immatériel*"
    - "*Il faut promouvoir la solidarité entre les pays par des échanges et voyages-rencontres*"

→ Les répondants affichent toutefois leurs inquiétudes quant aux répercussions d'une coopération avec des territoires plus pauvres que la Réunion

- L'enjeu n°3 promouvant les partenariats économiques dans la région est le deuxième enjeu à avoir récolté le plus de réponses négatives
- Contributions libres :
    - "*L'entraide ne doit pas être à sens unique. La Réunion est le pays le plus riche du secteur, il ne faut pas que la France paie pour la coopération entre les îles si ces dernières ne jouent pas le jeu*"
    - "*Différents niveaux de développement affectent la mutualisation des actions. Aussi, la stabilité politique des États de la région serait bénéfique à des actions communes, de même que les pratiques de bonne gouvernance*"
    - "*La Réunion est la plus avancée en matière de santé ou de formation. À ce jour, il n'y a pas de vue précise sur ce que la coopération dans ces domaines peut apporter aux Réunionnais*"

RÉSIDENTS DE LA RÉUNION

Résultats distingués par zone géographique

66 participants ont répondu résider sur l'Île de la Réunion. Sur les 66 participants concernés :

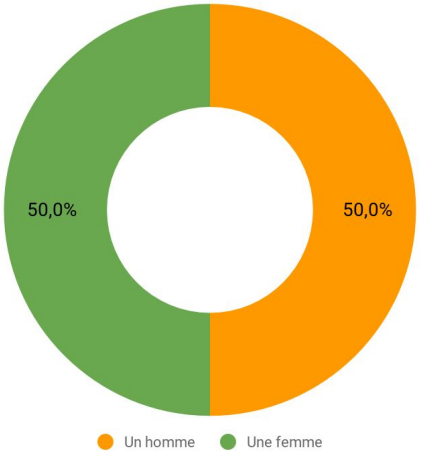
- 55 participants ont souhaité répondre aux deux questionnaires
- 7 n'ont souhaité répondre qu'au questionnaire FEDER-FSE
- 1 n'a souhaité répondre qu'au questionnaire Interreg
- 3 n'ont souhaité répondre à aucun des deux questionnaires

62 participants avaient donc la possibilité de répondre au questionnaire FEDER-FSE, contre 56 participants pour le questionnaire Interreg.

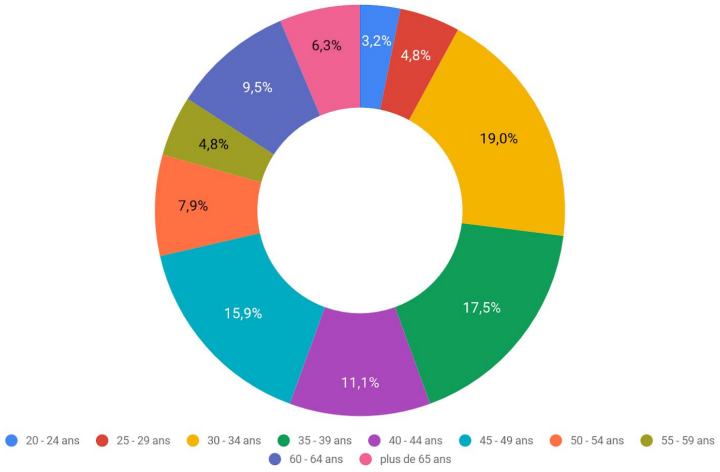
56 participants sont donc considérés actifs pour cette partie du questionnaire.

MIEUX VOUS CONNAÎTRE

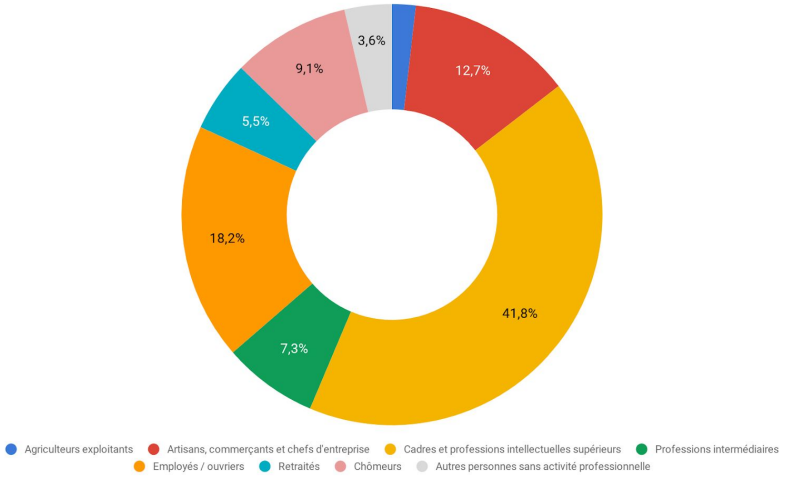
1. Vous êtes : *(66 réponses)*



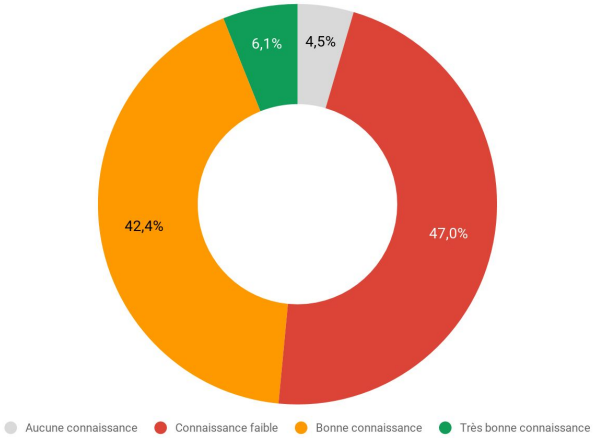
2. Vous êtes âgé de : *(63 réponses)*



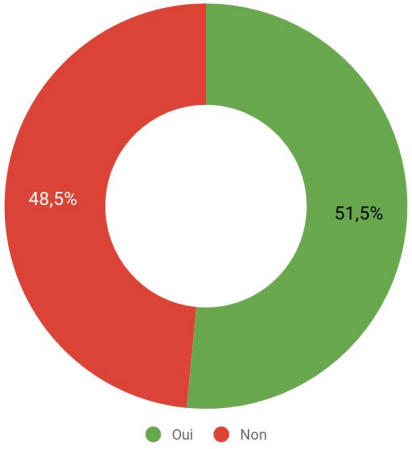
3. Votre situation actuelle (profession et catégories socioprofessionnelles) : *(55 réponses)*



5. Connaissez-vous les fonds européens ? *(66 réponses)*



6. Avez-vous été (ou avez-vous travaillé dans un organisme) bénéficiaire de fonds européens ? *(66 réponses)*

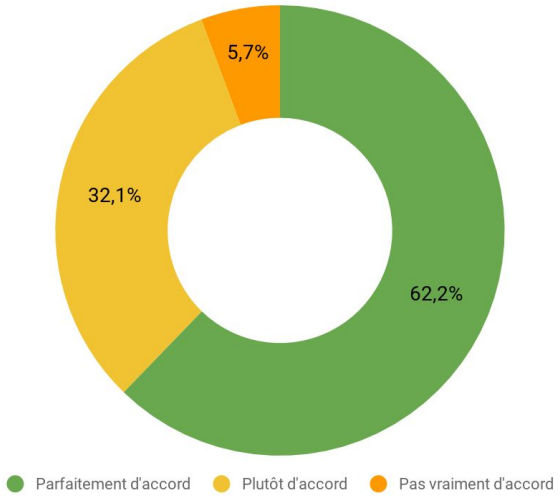


RECHERCHE ET INNOVATION

Enjeu n°1 *(53 réponses)*

Les pays de l'océan Indien partagent des enjeux communs dans les domaines de la biodiversité, des risques naturels et sanitaires, des impacts du changement climatique ou encore de l'agronomie…

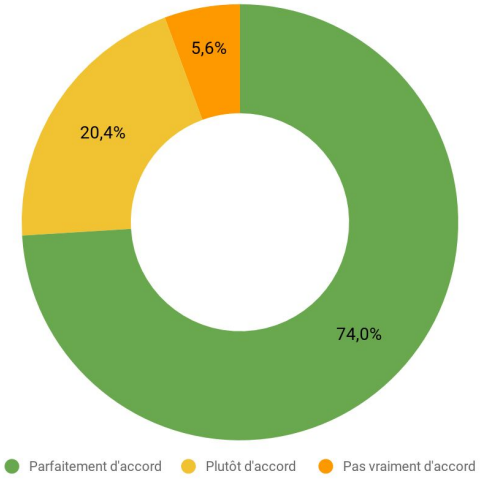
La mise en réseau des acteurs de la recherche et la réalisation de travaux de recherche en partenariat entre les pays permettent de mutualiser les moyens et ainsi d'obtenir de meilleurs résultats pour les pays concernés.



Enjeu n°2 *(54 réponses)*

La vulgarisation des travaux de recherche pour les décideurs politiques ainsi que pour les acteurs concernés est une action clé pour permettre la diffusion de bonnes pratiques et pratiques innovantes.

La valorisation des résultats de la recherche et les retombées de ces recherches pour les territoires et les populations devraient ainsi être renforcées.

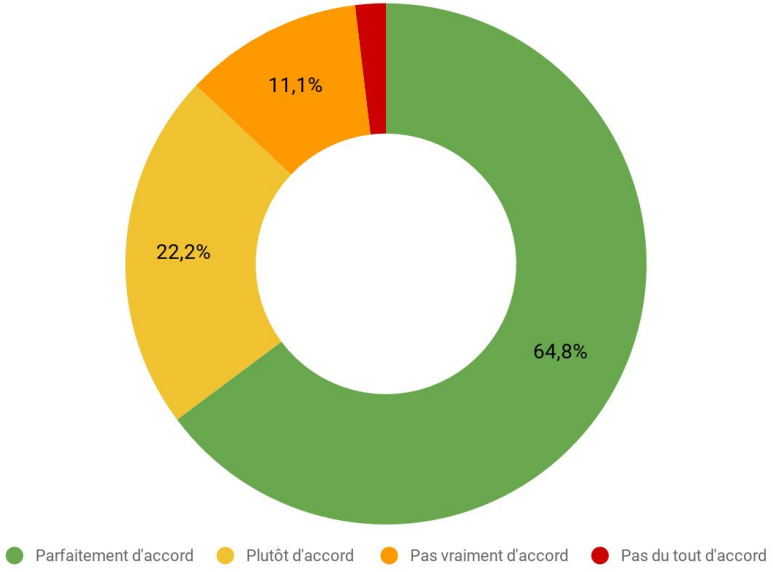


DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Enjeu n°3 *(54 réponses)*

Les liens et échanges économiques dans l'océan Indien sont limités.

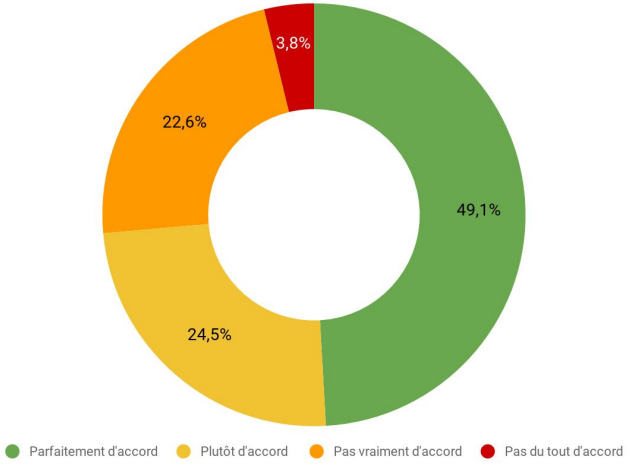
Le renforcement des partenariats entre les acteurs économiques de l'océan Indien est important pour favoriser le développement économique.



Enjeu n°4 *(53 réponses)*

Le tourisme est créateur d'emplois et de richesses dans de nombreux pays de l'océan Indien.

Le soutien à une offre touristique océan Indien est une priorité afin d'harmoniser l'offre, de valoriser la complémentarité entre les pays et de proposer une destination répondant aux critères des réseaux de distribution et plus visible au niveau international.

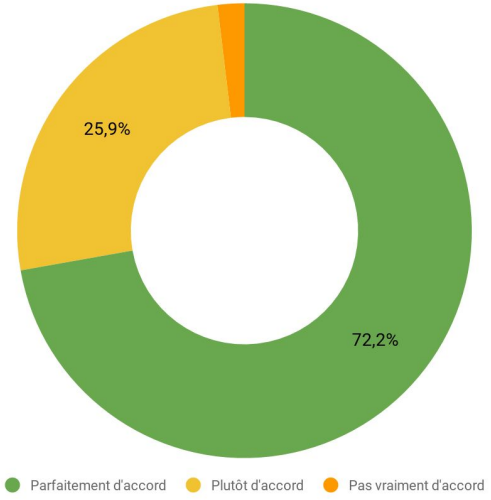


ENVIRONNEMENT

Enjeu n°5 *(54 réponses)*

L'adaptation au changement climatique et la transition écologique sont des défis majeurs pour les pays de l'océan Indien.

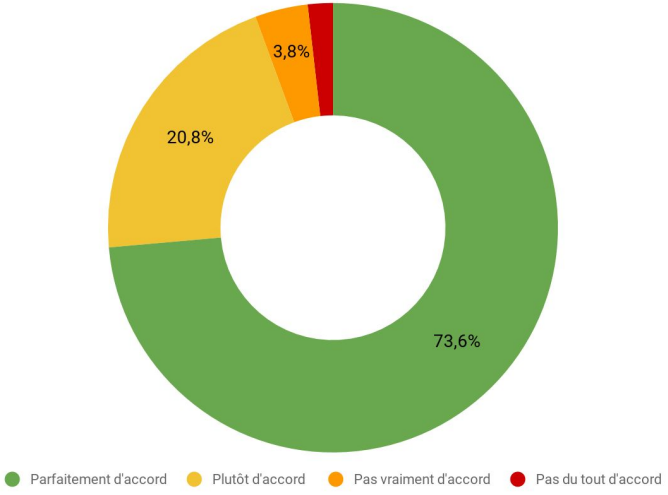
Leur prise en compte doit guider les actions de coopération et se faire de manière commune et coordonnée à l'échelle de la zone.



Enjeu n°6 *(53 réponses)*

Les pays de l'océan Indien sont fortement dépendants des importations internationales pour l'alimentation de leur population.

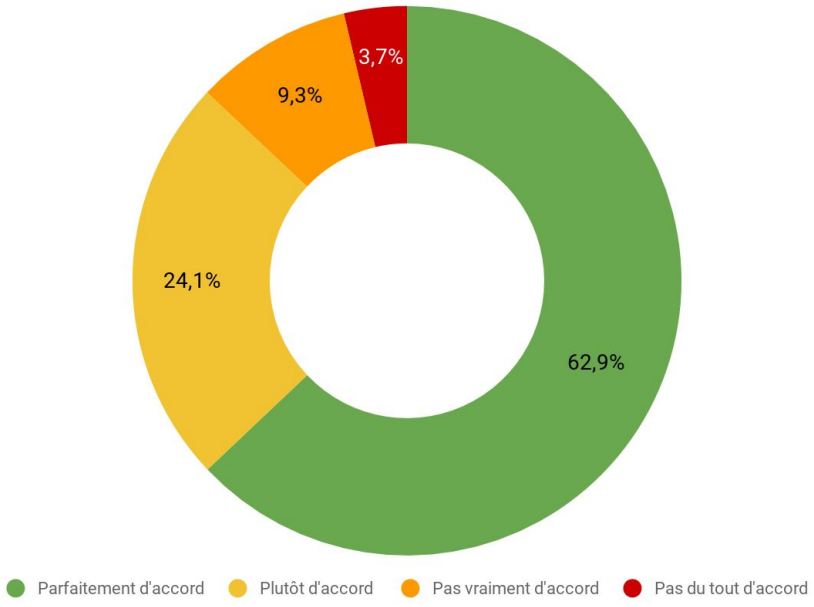
La coopération entre les pays de la zone devrait donc être renforcée pour augmenter la couverture des besoins alimentaires à l'échelle de l'océan Indien.



Enjeu n°7 *(54 réponses)*

La gestion des déchets est un enjeu majeur pour les petits territoires insulaires.

La gestion des déchets et leur valorisation doit se faire par le développement de filières organisées à l'échelle de l'espace océan Indien et la mutualisation des équipements.

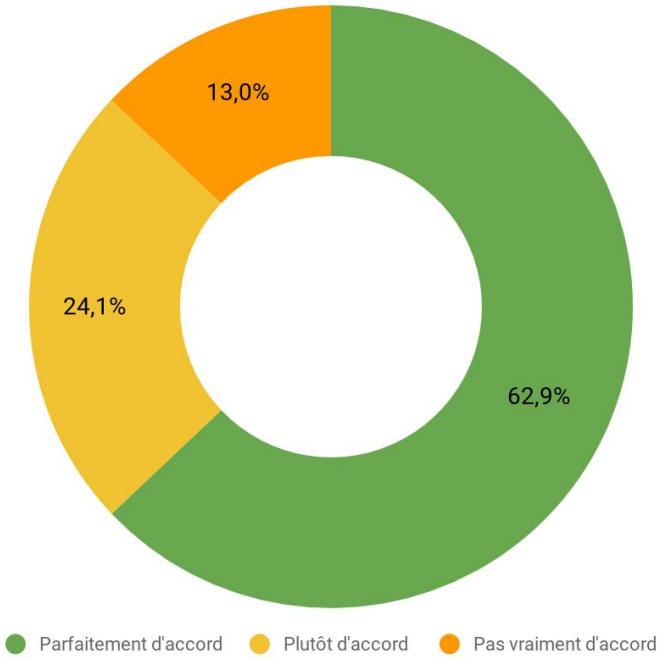


SANTÉ

Enjeu n°8 *(54 réponses)*

La crise du COVID 19 a fait apparaître des améliorations possibles dans la réponse aux crises sanitaires.

La veille et la préparation de la réponse aux crises sanitaires nécessitent des actions coordonnées entre les pays de l'océan Indien notamment à travers la mise en commun de compétences, et de moyens et la mise en réseau des acteurs.

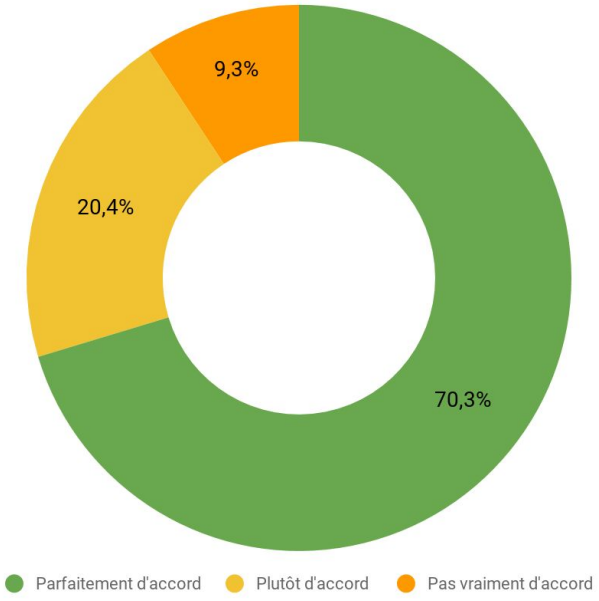


FORMATION

Enjeu n°9 *(54 réponses)*

La mobilité des élèves, étudiants et professionnels entre les pays de l'océan Indien demeure limitée.

Les échanges entre les élèves, étudiants et professionnels des pays de l'océan Indien présentent une opportunité notable pour développer les compétences/ élever le niveau de formation et renforcer les liens entre les populations.

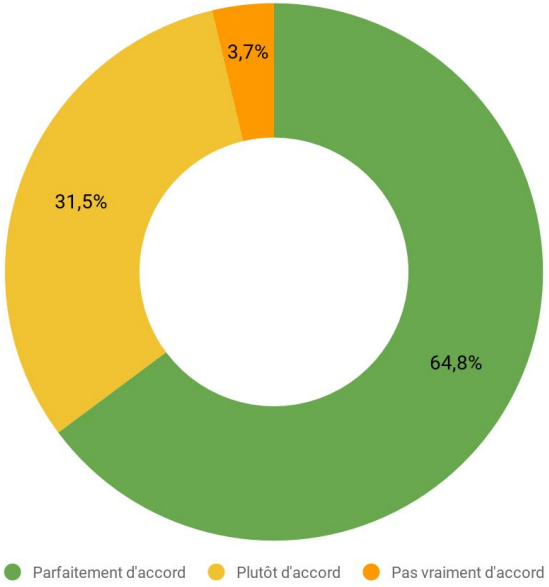


CULTURE

Enjeu n°10 *(54 réponses)*

L'identité indianocéanique est peu développée dans l'océan Indien.

La connaissance mutuelle et la mise en lumière de la diversité des patrimoines culturels des pays de l'océan Indien devraient être améliorées.



Avez-vous d'autres propositions sur les enjeux de la coopération dans l'Océan Indien ou des commentaires sur vos réponses précédentes ?

(11 réponses)

Propositions pouvant être soutenues par les programmes européens

6 contributions

Mettre en place un programme de formation transversale sur La Réunion / Maurice/ Mayotte / Mada	**1** occurrence
Mettre en place un programme pour valoriser le retour à l'emploi des seniors complémentaire à une employabilité des jeunes	**1** occurrence
Créer une agence de développement pour l'hydrogène niveau Océan Indien avec la mutualisation des compétences et ressources dans la zone	**1** occurrence
Travailler sur des projets communs avec Madagascar notamment dans le domaine agricole	**1** occurrence
Explorer le développement d'un tourisme lié à la valorisation du patrimoine culturel immatériel	**1** occurrence
Permettre aux éditions réunionnaises de bénéficier des mêmes conditions d'exportation que les livres de métropole vers l'étranger et vers la France d'ailleurs	**1** occurrence
Promouvoir la solidarité entre pays par des échanges et voyages-rencontres	**1** occurrence

Commentaires

7 contributions

L'entraide ne doit pas être à sens unique. La Réunion est le pays le plus riche du secteur, il ne faut pas que la France paie pour la coopération entre les îles si ces dernières ne jouent pas le jeu

La Réunion est la plus avancée en matière sanitaire de santé, de formation : il n'y a pas à ce jour pas de vue précise sur ce que la coopération dans ces domaines peut apporter aux Réunionnais

Non au tourisme de masse : le développement durable doit être une priorité !

Les éditions réunionnaises ne peuvent bénéficier des mêmes conditions d'exportation du livre de métropole vers l'étranger et aussi vers la France d'ailleurs : c'est une anomalie qui pénalise le livre local, informée la Région se devrait de faire cesser cette anomalie qui ressemble à une injustice de l'histoire encore une fois

Je n'ai pas fait de commentaires sur les sujets précédents, je ne suis pas experte bien que suivant de près l'actualité de mon pays... Je découvre aujourd'hui ce questionnaire, dommage : j'aurais bien diffusé l'information.
Grand merci pour ce site : enfin un peu de pédagogie et de vulgarisation sur le fonctionnement de nos institutions

Que deviennent les millions investis dans la NRL ? Est-ce qu'on demande des comptes aux responsables locaux qui ont signé les contrats à l'époque? Quand on voit le fiasco que ça devient, c'est un scandale !
J'espère que les millions de l'UE seront mieux utilisés à l'avenir, pour la Réunion et ses habitants et non pas pour les intérêts financiers de quelques uns

Rien n'est fait en matière de discrimination à l'emploi pour les seniors et dans le domaine du genre et des origines (pas de formations ni de programme spécifiques). Nous avons besoin de notre autonomie financière et nous ne devons pas être mis au ban de la société jusqu'à nos 67 ans. À quand un programme pour valoriser le retour à l'emploi des seniors complémentaire à une employabilité des jeunes ?

AUTRES

Résultats distingués par zone géographique

5 participants ont répondu résider dans une autre zone que celles proposées (Île de la Réunion, France métropolitaine et COM, Pays de l'Union Européenne). Sur les 5 répondants concernés :

- 2 résident dans les Seychelles
- 2 résident aux Comores
- 1 réside sur l'Île Maurice

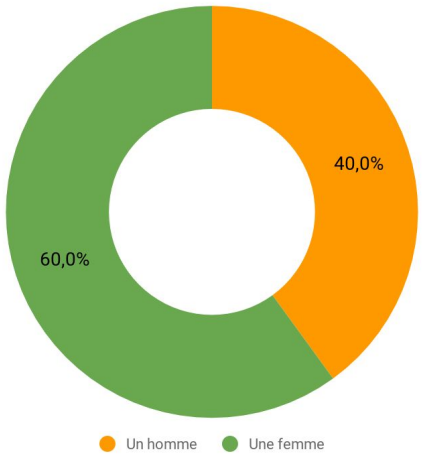
Leur zone géographique de résidence ne leur laissait la possibilité que de participer au questionnaire Interreg, s'ils le souhaitaient. Sur les 5 répondants concernés :

- 4 ont accepté de répondre au questionnaire
- 1 a refusé de répondre au questionnaire (résidant aux Seychelles)

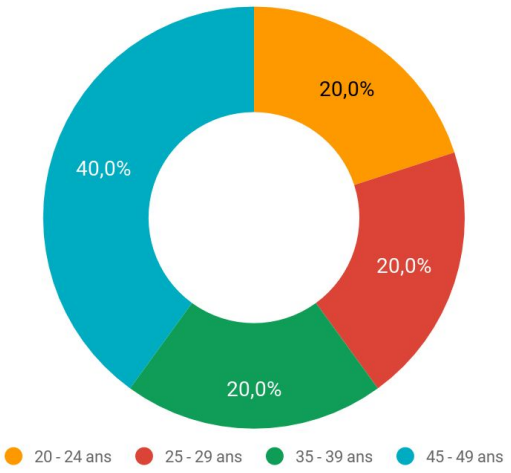
Seuls 4 participants "hors zones géographiques listées" sont donc considérés actifs pour cette partie du questionnaire.

MIEUX VOUS CONNAÎTRE

1. Vous êtes : *(5 réponses)*

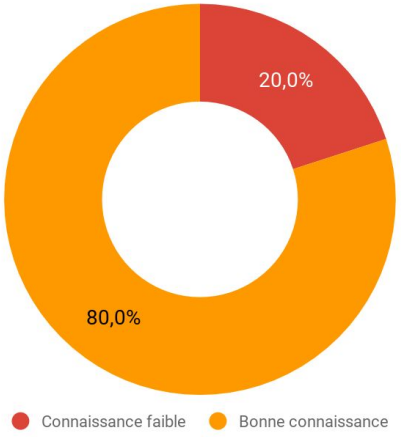


2. Vous êtes âgé de : *(5 réponses)*

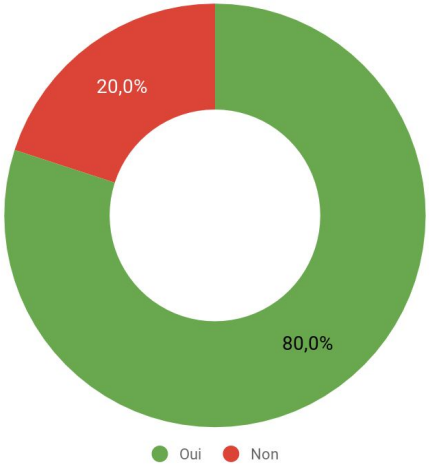


3. Votre situation actuelle (profession et catégories socioprofessionnelles) : *(5 réponses)*

5. Connaissez-vous les fonds européens ? *(5 réponses)*



6. Avez-vous été (ou avez-vous travaillé dans un organisme) bénéficiaire de fonds européens ? *(4 réponses)*

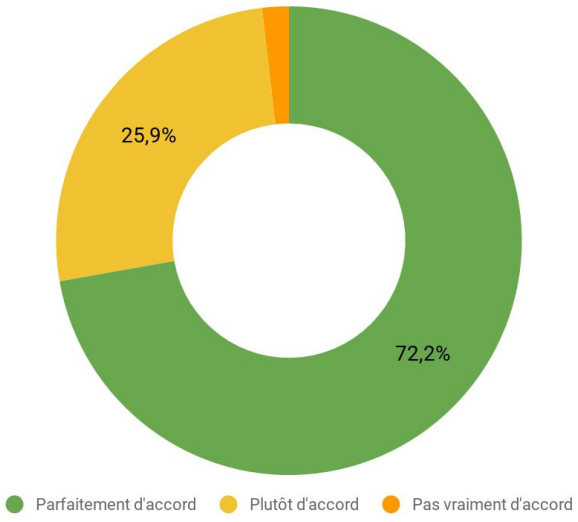


RECHERCHE ET INNOVATION

Enjeu n°1 *(4 réponses)*

Les pays de l'océan Indien partagent des enjeux communs dans les domaines de la biodiversité, des risques naturels et sanitaires, des impacts du changement climatique ou encore de l'agronomie…

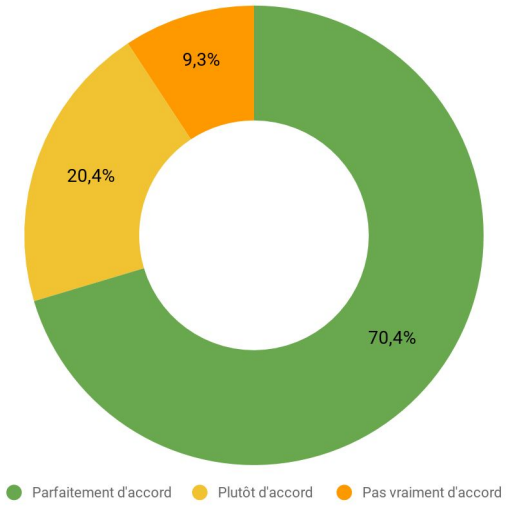
La mise en réseau des acteurs de la recherche et la réalisation de travaux de recherche en partenariat entre les pays permettent de mutualiser les moyens et ainsi d'obtenir de meilleurs résultats pour les pays concernés.



Enjeu n°2 *(3 réponses)*

La vulgarisation des travaux de recherche pour les décideurs politiques ainsi que pour les acteurs concernés est une action clé pour permettre la diffusion de bonnes pratiques et pratiques innovantes.

La valorisation des résultats de la recherche et les retombées de ces recherches pour les territoires et les populations devraient ainsi être renforcées.

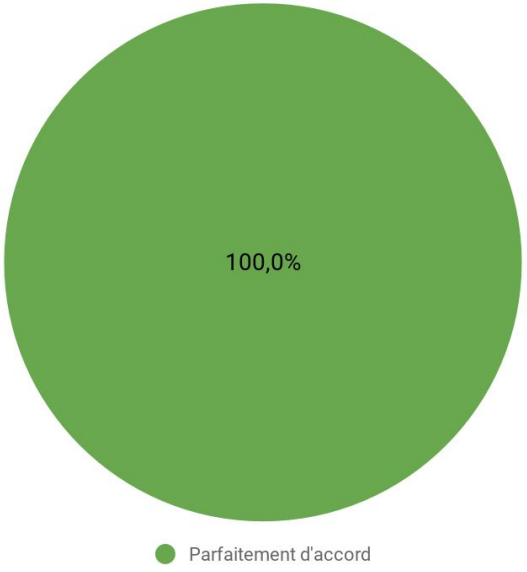


DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Enjeu n°3 *(3 réponses)*

Les liens et échanges économiques dans l'océan Indien sont limités.

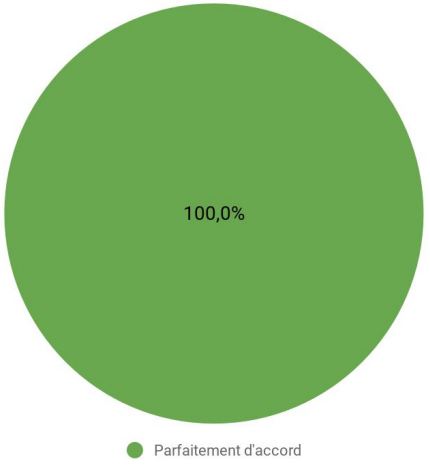
Le renforcement des partenariats entre les acteurs économiques de l'océan Indien est important pour favoriser le développement économique.



Enjeu n°4 *(4 réponses)*

Le tourisme est créateur d'emplois et de richesses dans de nombreux pays de l'océan Indien.

Le soutien à une offre touristique océan Indien est une priorité afin d'harmoniser l'offre, de valoriser la complémentarité entre les pays et de proposer une destination répondant aux critères des réseaux de distribution et plus visible au niveau international.

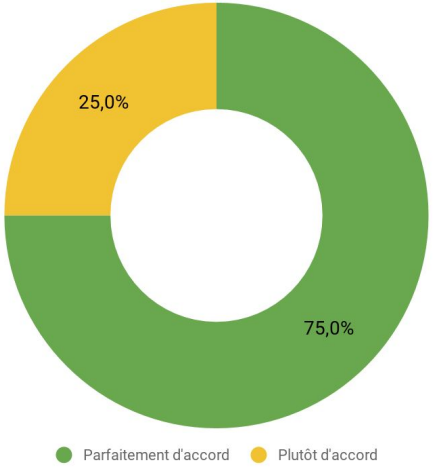


ENVIRONNEMENT

Enjeu n°5 *(4 réponses)*

L'adaptation au changement climatique et la transition écologique sont des défis majeurs pour les pays de l'océan Indien.

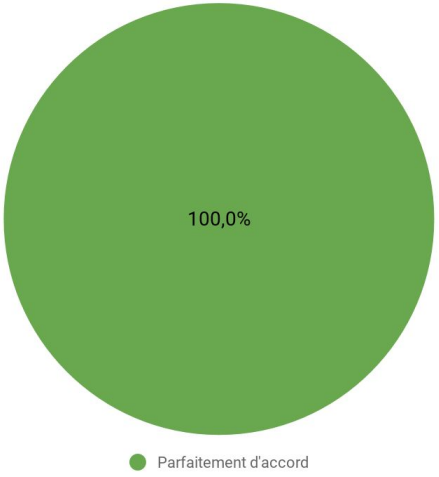
Leur prise en compte doit guider les actions de coopération et se faire de manière commune et coordonnée à l'échelle de la zone.



Enjeu n°6 *(4 réponses)*

Les pays de l'océan Indien sont fortement dépendants des importations internationales pour l'alimentation de leur population.

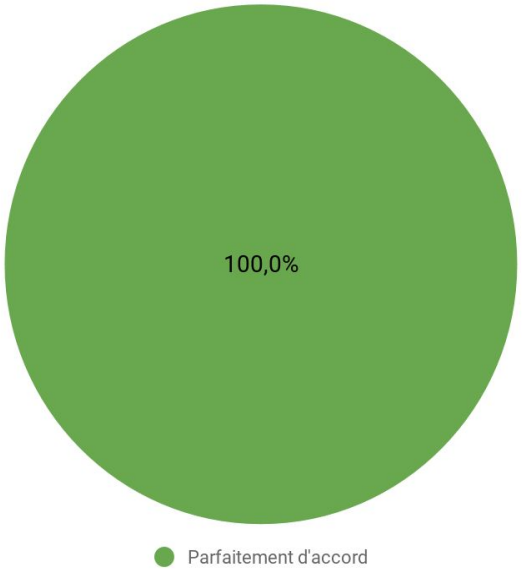
La coopération entre les pays de la zone devrait donc être renforcée pour augmenter la couverture des besoins alimentaires à l'échelle de l'océan Indien.



Enjeu n°7 *(4 réponses)*

La gestion des déchets est un enjeu majeur pour les petits territoires insulaires.

La gestion des déchets et leur valorisation doit se faire par le développement de filières organisées à l'échelle de l'espace océan Indien et la mutualisation des équipements.

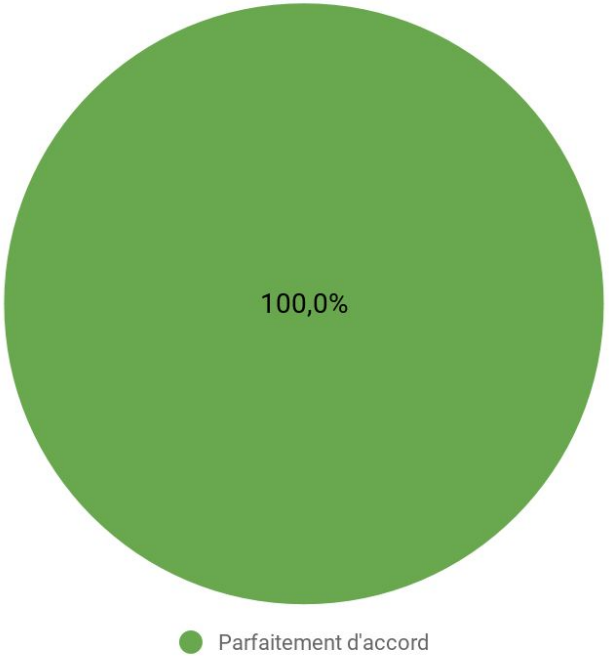


SANTÉ

Enjeu n°8 *(4 réponses)*

La crise du COVID 19 a fait apparaître des améliorations possibles dans la réponse aux crises sanitaires.

La veille et la préparation de la réponse aux crises sanitaires nécessitent des actions coordonnées entre les pays de l'océan Indien notamment à travers la mise en commun de compétences, et de moyens et la mise en réseau des acteurs.

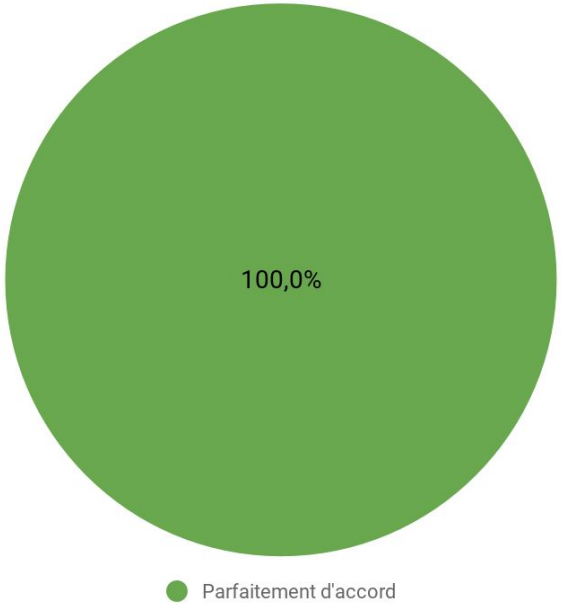


FORMATION

Enjeu n°9 *(4 réponses)*

La mobilité des élèves, étudiants et professionnels entre les pays de l'océan Indien demeure limitée.

Les échanges entre les élèves, étudiants et professionnels des pays de l'océan Indien présentent une opportunité notable pour développer les compétences/ élever le niveau de formation et renforcer les liens entre les populations.

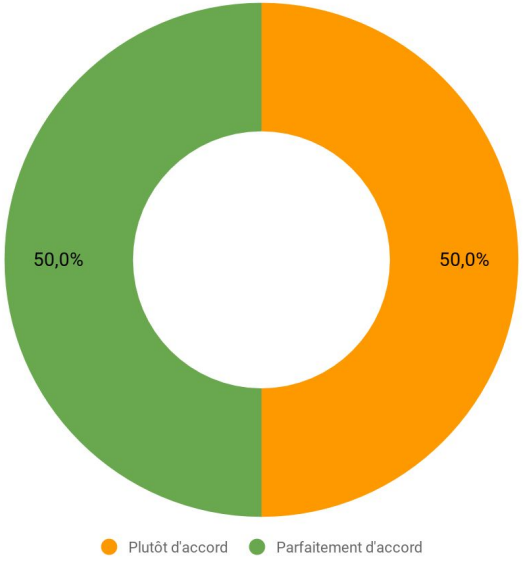


CULTURE

Enjeu n°10 *(4 réponses)*

L'identité indianocéanique est peu développée dans l'océan Indien.

La connaissance mutuelle et la mise en lumière de la diversité des patrimoines culturels des pays de l'océan Indien devraient être améliorées.



Avez-vous d'autres propositions sur les enjeux de la coopération dans l'Océan Indien ou des commentaires sur vos réponses précédentes ?

(2 réponses)

Commentaires

1 contribution

Différents niveaux de développement affectent la mutualisation des actions. Aussi, la stabilité politique des États de la région serait bénéfique à des actions communes, de même que les pratiques de bonne gouvernance